



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/La-question-sociale-a-t-elle>

Les retraites

La question sociale a-t-elle jamais été prioritaire ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2003 - N° 1029 - février 2003 -

Date de mise en ligne : mercredi 22 novembre 2006

Date de parution : février 2003

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Ignacio Ramonet dont on connaît l'engagement au sein du Monde Diplomatique ainsi que dans la mouvance "anti-mondialisation" écrit dans la revue Manière de Voir N°66, (je souligne certains termes) : « Pour la social-démocratie, qui gouverne plusieurs grands pays européens (Royaume-Uni, Allemagne, Suède), la politique, c'est désormais l'économie ; l'économie, c'est la finance ; et la finance ce sont les marchés. La question sociale ne figure plus parmi ses priorités. C'est pourquoi elle a favorisé les privatisations, la réduction du budget de l'État, le démantèlement du secteur public, tout en encourageant les concentrations et les fusions des firmes géantes. Elle a accepté de se convertir au social-libéralisme. Plus question de se fixer pour objectifs prioritaires le plein emploi, la défense des acquis sociaux, la relance des services publics ou l'éradication de la misère pour répondre à la détresse des 18 millions de sans-emploi et des 50 millions de pauvres que compte l'Union européenne ».

Alors je lui pose les questions suivantes :

" 1 Lorsqu'au milieu du XIXème siècle s'est mise en place sous l'égide de la propriété privée des moyens de productions, l'ère dite industrielle, peut-on penser que si le patronat de l'époque avait disposé de la technologie qui est la nôtre aujourd'hui il aurait éprouvé le besoin de faire miroiter, à travers le salariat, première matrice du plein emploi, une émancipation possible pour le crève-la-faim issu des milieux agricoles en perdition ?

Le capital investi dans la production avait-il pour but de fournir un revenu via l'emploi aux ouvriers embauchés ?

En quoi la logique du profit au-delà de quelques rares confluences factuelles, peut-elle bien se révéler compatible avec une politique sociale digne du rêve socialiste ?

L'industrie privée a-t-elle organisé la production de masse pour améliorer le bien-être général ou parce que 10 fois 1 Euro restera toujours inférieur à 100 fois 1 Euro ?

En quoi la notion de plein emploi doit-elle être un objectif prioritaire ?

Pour éradiquer la misère faut-il assujettir l'humanité au salariat afin qu'elle s'assure une survie minimale ?

" 2 Le processus : politique/économie, économie/ finance, finance/marchés, est-il sécable en un point quelconque ?

Cet engrenage a-t-il vraiment attendu les sociaux-démocrates pour voir le jour ?

N'est-ce pas plutôt leur incapacité ou leur manque de volonté politique à remonter à la source de cet enchaînement qui a permis l'éclosion du dernier maillon connu, finance/marchés, avatar actuel de sa logique développement ?

" 3 Que fera un social-démocrate si un jour d'élections la majorité décidait de prendre en main l'appareil économique et de déterminer collectivement les biens à produire tout en déconnectant le salaire de l'emploi ?